



HAL
open science

Une urbanisation prioritaire ou la gestion durable de l'urgence. Habiter une ZUP à Aix-en-Provence

Saïd Belguidoum

► **To cite this version:**

Saïd Belguidoum. Une urbanisation prioritaire ou la gestion durable de l'urgence. Habiter une ZUP à Aix-en-Provence. Société d'Ecologie Urbaine, 13èmes journées scientifiques, "Développement urbain durable: quels enseignements tirer de l'analyse des quartiers?", Nov 2001, Marseille, France. halshs-01717770

HAL Id: halshs-01717770

<https://shs.hal.science/halshs-01717770>

Submitted on 26 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une urbanisation prioritaire ou la gestion durable de l'urgence.

Habiter une ZUP à Aix-en-Provence

Saïd Belguidoum

Sociologue

Université de la Méditerranée

Les grands ensembles d'habitat collectif n'en finissent pas de faire l'objet de programmes d'intervention, d'expériences diverses, notamment dans le domaine de la médiation sociale et culturelle (création d'une multitude de postes dans le travail social), et d'études nombreuses (à caractère universitaire ou opérationnel). Depuis quarante ans, les politiques publiques accordent à la question du logement, devenue la question urbaine, une place importante dans leur discours et leurs dispositifs. Des grands programmes de logement de la fin des années 50 à nos jours, les interventions publiques ont accompagné la croissance urbaine, d'abord en l'impulsant, ensuite en essayant de la gérer¹.

Les ZUP, créées *ex nihilo* dans les années 1960, sont à ce titre illustratives de ce qu'il faut bien appeler la pérennisation de l'urgence en matière de politiques urbaines. Ces territoires participent à la nouvelle configuration de l'espace urbain et présentent le paradoxe d'être marginalisés, au niveau spatial et social, tout en étant au centre des politiques urbaines. Premières à être l'objet des programmes DSQ devenus DSU et Contrats-Ville, les ZUP se sont rapidement confondues avec la nouvelle question sociale (Castel, 1995). En effet, les « *quartiers administrativement classés « en difficulté » ont tendance à se constituer en poche de pauvreté, « débrayées » des processus de dynamique économique qui irriguent le reste de la localité... Ces phénomènes révèlent la crise d'un certain type de territoire urbain, celui de « l'espace résidentiel fordiste », dont les ZUP ou les quartiers de grands ensembles auront représenté le modèle le plus achevé* » (Bidou-Zachariassen, 1997). La recomposition sociale, qui a suivi la restructuration du capitalisme fordiste, a eu des effets destructurants sur les couches populaires et a abouti à une territorialisation des politiques publiques.

Il ne s'agit pas, à travers cet article, d'étudier dans le détail les politiques d'intervention localisées et leur efficacité concrète, mais de les interpeller à partir de ce qu'elles occultent et qui pourtant nous semble essentiel : la problématique de l'espace voulu et de l'espace vécu. Après avoir explicité les raisons pour lesquelles nous estimons que ce questionnement est primordial, nous verrons, à travers l'étude de la ZUP d'Aix-en-Provence, comment le

¹HVS (Habitat - Vie Sociale), DSQ (Développement Social des Quartiers), DSU (Développement Social Urbain), Contrat-Ville, classification en ZUS (Zones Urbaines Sensibles), ZRU (Zones de Redynamisation Urbaine), loi SRU (Solidarité et Renouveau Urbain) sont quelques-uns des grands moments et des grands sigles illustrant les interventions des pouvoirs publics.

décalage entre l'espace voulu et l'espace vécu oblige à gérer un habitat, pourtant programmé, dans une urgence permanente.

Espace voulu, espace vécu : les contradictions entre les pratiques institutionnelles et les pratiques habitantes.

La relation entre l'espace voulu et l'espace vécu est souvent génératrice de tensions et de conflits. Chacun de ces termes (le voulu et le vécu) est traversé par une autre opposition mettant en présence les institutions et les habitants, la vision de l'extérieur et celle de l'intérieur, du dehors et du dedans. C'est l'espace voulu des décideurs face à l'espace voulu des habitants ; l'espace vécu des gestionnaires face à l'espace vécu par les habitants.

L'espace voulu, c'est d'abord l'espace programmé, celui qui est conçu et réalisé par les décideurs (politiques, urbanistes, architectes et promoteurs). L'espace des institutionnels est un espace de représentation qui est façonné à partir de normes et de modèles « légitimes ». « *C'est tout à la fois un ensemble d'instruments, de pratiques, de symboles et même d'idées qui servent à représenter... C'est l'espace vide ou que l'on a vidé pour le préparer à recevoir quelque chose, d'un matériel, d'une légitimité* ». (Raymond, 1984).

Henri Lefebvre (1974), a expliqué comment les différentes tendances de l'urbanisme moderne se combinaient pour former « *une stratégie globale, c'est-à-dire un système unitaire et un urbanisme total* ». Ce système global c'est la rencontre entre « l'urbanisme humaniste » des concepteurs (architectes et penseurs), « l'urbanisme des administrateurs » mu par une logique politique et technocratique et « l'urbanisme des promoteurs » qui fonctionne selon la logique économique du marché et du profit. L'urbanisme fonctionnel et sa mise en œuvre dans le cadre du capitalisme fordiste a produit la ZUP, « *cet espace d'accueil de la main d'œuvre dont l'industrie fordiste, en pleine expansion, avait besoin* » (Bidou-Zachariassen, 1997) ; espace programmé, homogène, uniforme, standardisé, industrialisé, où l'habitat est réduit à sa plus simple expression : le logement. Territoire où la vie sociale est organisée selon une logique de segmentation spatiale et temporelle (un lieu de travail, un lieu de repos, un lieu de consommation et de loisir), devenant un « *véritable espace d'acculturation à la vie moderne, celle du salariat et de la budgétisation des modes de vie quotidiens* » (Bidou-Zachariassen, 1997). Mais l'espace voulu c'est aussi celui qui est recherché par les populations. Il est alors l'objet de stratégies résidentielles. C'est l'espace rêvé, l'espace où confort et réussite sociale se combinent et dont le modèle dominant est celui du pavillon (Raymond, Haumont, 1966).

Ainsi l'espace voulu met-il en présence des conceptions différentes où logiques économiques et institutionnelles d'une part et logiques habitantes d'autre part se rencontrent et divergent. En s'installant dans les « grands ensembles », les populations se trouvent confrontées à une situation où le nouveau mode d'habiter que suppose cet habitat s'impose à elles. L'espace voulu n'est pas le leur, il devient espace vécu, mais un vécu imposé qui fera l'objet de réappropriation : l'espace de représentation institutionnel devient représentation de l'espace.

C'est la seconde opposition qui surgit et agit à l'intérieur du vécu. L'espace vécu des institutions, c'est un espace à gérer selon une démarche identique à celle qui a prévalu lors de la conception de ces formes d'habitat. « *La même idéologie préside d'une part au traçage du plan de la cité et à sa représentation globalisée, et de l'autre à la politique intégrationniste vis-à-vis de ses habitants, dont la communauté est appréhendée comme globale et à laquelle il*

faut apporter des réponses globales ». (Prado, 1983) Derrière **le dessin urbain** se retrouve **un dessein social** dont est évidemment porteur le projet urbain. Cette conception globalisante d'une population perçue comme homogène et qui doit être accompagnée dans sa vie quotidienne s'oppose au vécu et aux représentations des habitants. Car ces territoires sont devenus des lieux de vie, d'expériences, de quotidienneté, de banalité, de convivialité, de diversité, de mémoire et de tensions.

La ZUP d'Aix-en-Provence : n'importe où en France, quelque part en France

La ZUP d'Encagnane est particulièrement intéressante pour illustrer une telle problématique. Créée entre 1966 et 1970, elle est composée de 4400 logements répartis en un ensemble de petites barres de quatre à cinq niveaux, où résident 12000 habitants (il y en avait 15000 en 1990), soit 9 % de la population aixoise. Ses caractéristiques morphologiques, sociales et urbaines la distinguent de nombre de quartiers d'habitat collectif. La conception homogène, uniforme et répétitive de son architecture est atténuée par la petite taille des immeubles et une distribution qui confèrent au quartier une certaine dimension humaine. Dans la ZUP d'Aix, nous ne sommes pas dans ces quartiers oubliés, comme on en rencontre dans d'autres villes. Sa proximité du centre-ville, ses voies d'accès et sa desserte en transport, ses équipements de proximité, ses commerces et l'existence en son sein de différents organismes publics empêchent son cloisonnement (le quartier ne ressemble en rien à un cul-de-sac urbain) et constituent des atouts réels participant à la qualité du cadre de vie.

Ces différentes caractéristiques qui singularisent la ZUP d'Aix-en-Provence ne doivent pas faire oublier qu'elle souffre de maux qui sont communs à l'ensemble des ZUP. Classé dans le contrat-ville, le quartier concentre « des difficultés sociales » qui en font aussi une ZUP comme les autres : chômage chronique, avec un taux particulièrement important pour les jeunes, concentration de population d'origine étrangère, de familles nombreuses, de ménages monoparentaux et de personnes âgées et isolées. Quartier populaire, Encagnane est un quartier distinctif d'Aix-en-Provence, ville qui avec 62 % de couches moyennes et supérieures présente une structure sociale quasiment inversée. La ZUP d'Aix-en-Provence n'est ni plus ni moins une ZUP comme les autres ; elle est un quartier populaire produit de l'urbanisme volontariste, un quartier quelconque qui, parce que les problèmes ne sont pas exacerbés, peut illustrer le questionnement sur le développement urbain durable.

Homogénéité et diversité sociale, les profils sociaux et les profils spatiaux

Du point de vue de l'approche nominaliste de la structure sociale, fondée uniquement sur les catégories socioprofessionnelles, les ZUP présentent une forte homogénéité sociale. La présence à Encagnane, d'une proportion notable de professions intermédiaires, localisées pour l'essentiel dans des parties distinctes du quartier, n'atténue pas cette vision homogénéisante de la population dont la représentation institutionnelle est fortement empreinte.

La ZUP est effectivement caractérisée par une structure sociale populaire, mais qui a évolué au cours des années 90² : vieillissement de la population et augmentation des retraités, accroissement des employés, diminution des ouvriers et des professions intermédiaires, existence d'un fort taux de chômage sont les principales données de cette évolution.

La nette progression des employés, devenus le groupe le plus important (51% des actifs) au détriment des ouvriers (18% contre 30% en 1990), marque des transformations à la fois générationnelles (la retraite a surtout concerné les ouvriers) et structurelles (l'évolution du marché local de l'emploi a engendré un transfert de l'activité industrielle vers le tertiaire). Cette modification de la structure sociale est également sensible en ce qui concerne les catégories moyennes. Professions intermédiaires et cadres supérieurs représentent encore 23% de la population active (contre 30% en 1990). Mais le non-remplacement d'une fraction des partants par une population de même appartenance sociale, réduit la mixité sociale et renforce le caractère populaire du quartier.

La tertiarisation et la précarité sont les deux nouvelles caractéristiques majeures des dernières années. La précarité, qui s'exprime par la montée d'un chômage endémique, participe à la déqualification du quartier devenant de moins en moins attractif pour les couches moyennes. Le chômage, 25 % de la population active, est deux fois plus important que pour l'ensemble de la ville. Sa nette progression depuis 1990 signale une dégradation des conditions de vie, d'autant plus qu'une partie des emplois est constituée de « petits boulots ». La précarité socio-économique est le premier vecteur d'une désaffiliation dont les deux dimensions, fragilisation du rapport salarial et paupérisation des ménages (Bacqué, Sintomer, 2001), ont une forte visibilité au sein de la ZUP.

Quartiers populaires, les ZUP sont aussi des espaces sociaux et résidentiels, c'est-à-dire des territoires de rencontres et de combinaisons entre les profils spatiaux (trajectoires géographiques et parcours résidentiels) et les profils sociaux. Ces populations venues habiter les ZUP ont des histoires sociales, familiales et individuelles diversifiées. Origine rurale de nombreux maghrébins, petits employés et artisans rapatriés d'Algérie, ouvriers de la zone d'activités d'Aix ou de l'Etang de Berre, populations mal logées de la vieille ville et des bidonvilles des années 60, nouveaux salariés de l'industrie et des services en plein essor dans la région sont autant de cas de figures qui témoignent de la diversité des parcours. L'installation à la ZUP marque une nouvelle étape dans des parcours déjà riches en expériences.

² Toutes les données chiffrées de cet article proviennent d'une enquête par questionnaire réalisée en 1997 auprès d'un échantillon de 110 ménages, à partir de la technique du sondage aléatoire. (Belguidoum, Arnaud-Kantor, 1998)

Trajectoires géographiques et résidentielles des ménages

L'étude longitudinale sur trois générations indique les étapes de la mobilité géographique et résidentielle. Un profil spatial dominant caractérisé par un parcours en trois étapes, correspondant à une mobilité intergénérationnelle, ressort nettement.

Si seulement 3,5% des pères des chefs de ménage sont natifs d'Aix-en-Provence, (7,5% des chefs de ménage et 13% des conjoints), 46% des enfants sont originaires de la ville. A l'inverse, si 32% des chefs de ménage, 40% pour leurs pères, sont nés hors de France (Maghreb, Italie, Espagne...), 12% seulement des enfants sont nés à l'étranger.

Hormis l'étranger, l'aire d'origine des habitants de la ZUP est constituée du sud-est de la France (31 % des pères, 42 % des chefs de ménage) et les départements du Nord de la Loire (respectivement 28 % et 27 %).

L'arrivée à la ZUP est généralement précédée par une installation à Aix-en-Provence (61 % des ménages) ou dans les Bouches-du-Rhône (15 %). Les installations directes ne représentent que 24 %.

Stratégies et pratiques résidentielles

Rencontre de trajectoires, l'espace social résidentiel est aussi le lieu où des devenirs sociaux s'élaborent, de nouvelles solidarités et de nouvelles différences se construisent. Les stratégies résidentielles qui en découlent, explicites ou implicites, ne peuvent se comprendre qu'à travers une mise en perspective des trajectoires, en les rapportant aux profils sociospatiaux, c'est-à-dire à la combinaison entre les parcours résidentiels et les trajectoires sociales.

Le peuplement initial de la ZUP s'est fait entre 1966 et 1970, mais la composante actuelle est le résultat de l'arrivée successive de populations dont les trajectoires portent la marque des conditions contextuelles propres à chacune de ces générations. Les différents organismes logeurs, par les modes d'attribution et les critères de sélection spécifiques des habitants, ont également participé à diversifier les publics logés. Avec la diversité des origines géographiques et résidentielles, il faut aussi souligner l'importance du turn-over, qui en trente ans a permis le renouvellement d'une grande majorité de la population. Profils spatiaux et périodes d'installation concourent à la diversité des stratégies résidentielles qui prennent la forme de deux grands types de pratiques résidentielles : une installation durable (parfois définitive) et une installation provisoire, étape de durée variable dans le parcours résidentiel.

Stabilité et mobilité résidentielle

La stabilité résidentielle, illustrée par un fort noyau de premiers habitants venus avant 1975, est représentée par 22 % de la population actuelle. Ce noyau stable est renforcé par les recrutements internes issus de la décohabitation familiale (5% des ménages actuels sont constitués d'un conjoint ayant passé son enfance dans le quartier).

La mobilité est de loin le profil dominant. L'installation à Encagnane se fait dans le cadre d'une transition résidentielle de durée variable. Entre 1982 et 1990 le taux de renouvellement a été de 46 % soit un taux de rotation annuel de 5 %. En 1997, la population installée avant 1982 ne représente plus que 34,5 %, alors qu'en 1990 ils étaient 54 %. Après 1990, le mouvement des départs s'accélère notamment entre 1995 et 1997 avec un taux annuel de 10 %.

Cette distinction entre les stables et les mobiles, mise en relief par l'identification des parcours objectifs, prend son véritable sens lorsqu'elle est rapportée aux intentions résidentielles. A ce titre, l'accession à la propriété, la volonté de partir ou de rester et la possibilité de réaliser de nouveaux projets résidentiels sont des indicateurs de premier ordre. En France, l'accession à la propriété est un des éléments majeurs des stratégies sociales et résidentielles des populations (54,4% des ménages sont propriétaires de leur logement). Etre propriétaire est souvent le signe d'une volonté de marquage social et d'installation durable, même si cela n'interdit pas la mobilité résidentielle. A Encagnane, seuls 15% des habitants sont propriétaires. Ce faible taux, normal dans un quartier où la grande majorité du parc n'est pas cessible, pourrait laisser penser qu'il est une cause des départs.

Être ou ne pas être propriétaire

Seuls 15% des locataires déclarent être intéressés pour devenir acquéreur de leur logement. Ils se répartissent entre ceux qui expriment « *le désir d'être propriétaire à un prix intéressant* » et ceux qui mettent en avant le caractère « *plaisant et pratique du quartier* ».

Pour l'immense majorité (85 %) devenir propriétaire n'est pas un objectif. Les causes évoquées se répartissent en deux types opposés. Pour 46%, la condition du statut de locataire est satisfaisante (caractère avantageux des faibles loyers, revenus insuffisants pour réaliser un éventuel achat). Pour 54%, l'achat est perçu comme « une mauvaise affaire » et exprime un refus de se sentir attaché à un quartier que l'on voudrait quitter.

Pour des raisons différentes devenir propriétaire n'est pas, pour la majorité des habitants, la condition pour rester ou une cause majeure de départ. Ils se positionnent plutôt en fonction de la représentation de leurs vécus qui détermine leur volonté de rester ou de partir. Satisfaction ou captivité, désir de rester et volonté de partir, possibilité ou non d'entreprendre un nouveau projet résidentiel sont autant d'éléments qui expliquent et nuancent les pratiques résidentielles.

Rester : entre le choix et la captivité

L'installation à la ZUP représente une fin de parcours résidentiel pour 59 % des ménages. Cet achèvement est vécu différemment, exprimant une satisfaction pour les uns et une résignation pour les autres.

Les captifs : ils sont 30 % à avancer des raisons fatalistes exprimant clairement qu'ils se situent dans une phase de fin de parcours. Trop âgés ou n'ayant pas les moyens financiers pour élaborer de nouveaux projets, leur installation à Encagnane est non seulement un aboutissement mais s'apparente à une forme de « captivité résidentielle ». L'absence de choix les condamne à rester.

Les satisfaits : nettement plus nombreux, 70 %, ils s'inscrivent également dans une logique d'aboutissement, à la différence qu'ils ont une représentation positive de leur installation dans la ZUP. Le sentiment de bien-être domine largement les réponses de cette catégorie d'habitants. (« On est bien ici », « Les loyers sont intéressants », « Le centre-ville est proche », « Le voisinage est satisfaisant »).

Partir : entre le désir et la réalité

41% des enquêtés expriment leur volonté de partir, de quitter la cité. Quatre grandes raisons sont avancées : la qualité du logement (exiguïté, dégradation, cherté des loyers), le rejet du quartier (composante sociale, insécurité, nuisance sonore, vie en HLM), les projets résidentiels pavillonnaires et les projets professionnels.

Mais un grand décalage existe entre le désir de partir et la possibilité de réaliser un tel projet. Plus de la moitié de ceux qui voudraient partir avoue ne pas avoir le moindre projet à court ou à moyen terme. Parmi ceux qui ont un projet, la moitié s'inscrit dans une logique de départ vers un habitat pavillonnaire. La baisse régulière des couches moyennes confirme qu'ils sont les principaux acteurs de ce type de stratégie. Pour l'autre moitié, le changement de résidence est plutôt lié à des questions de convenance personnelle, sans que cela ne s'accompagne d'un projet résidentiel ascensionnel.

Plutôt que dans les intentions de rester ou partir, c'est entre avoir un projet ou pas que passe le vrai clivage. La population que l'on peut qualifier de captive, parce que dans l'impossibilité d'élaborer un projet quelconque fondé sur un choix volontaire, représente 40% des ménages enquêtés. Elle est constituée à la fois de la fraction des ménages n'ayant pas la possibilité de réaliser leur désir de partir et de ceux qui restent par fatalité. Par contre la population animée par une logique de choix résidentielle représente 60% des ménages. Certes, il s'agit de choix bien différents (le choix de rester et celui de partir), mais cela signifie qu'une majorité de la population ne se sent pas prisonnière. On y retrouve une partie des stables, ceux qui se sentent bien dans la cité, et les mobiles qui dans leur grande majorité appartiennent aux catégories sociales moyennes, aux employés et aux jeunes couples en début de parcours résidentiel.

Ces deux types de trajectoires qui se rencontrent dans l'espace résidentiel en alimentant des stratégies, des vécus et des représentations différentes, ne constituent pas un phénomène nouveau. Dès la fin des années 60, les premières analyses des « grands ensembles » le faisaient déjà ressortir : *« Chaque catégorie se trouve par rapport à la catégorie inférieure, à un point de sa trajectoire différent et se caractérise, non seulement par une situation sociale supérieure, mais encore par des chances de mobilité beaucoup plus fortes. A l'intérieur d'une même classe, le « destin » social crée des sous-catégories fortement opposées et la coexistence dans l'espace exprime la rencontre momentanée de trajectoires sociales fort différentes. »* (Chamboredon, Lemaire, 1970)

Les pratiques résidentielles sont en fait largement conditionnées par les habitus sociaux et par les différents types de capitaux que les ménages de la ZUP sont en mesure de mobiliser : ressources économiques en premier lieu, mais aussi capital social et capital symbolique ; ce dernier jouant un rôle majeur dans la perception du quartier et dans la construction des identités résidentielles.

Le quartier et la ville : inscriptions territoriales des pratiques sociales et sentiments d'appartenance.

La problématique de l'espace voulu et de l'espace vécu renvoie aussi à celle du « quartier village et du quartier dortoir » (Benoit-Guilbot, 1986). Encagnane est un quartier relativement bien équipé en commerces et équipements de proximité. Sa proximité de la ville favorise une réelle circulation des habitants, leur permettant une pratique hors quartier importante aussi

bien pour les déplacements obligés (travail, achats) que pour les déplacements choisis (loisirs, sociabilité). Dans sa majorité la population est mobile et le centre-ville est son premier lieu de destination (85% des enquêtés s'y rendent régulièrement). Cette pratique du centre-ville se réalise sous la forme d'une véritable pérégrination, c'est-à-dire de déplacements combinant des motifs divers à la fois fonctionnels ou de simple convenance. Seule une minorité d'habitants, surtout parmi les personnes âgées, a une pratique essentiellement centrée sur le quartier. Ainsi habiter la ZUP, que l'on soit dans une logique de captivité ou de choix résidentiels, n'implique pas un enfermement. En inscrivant leurs pratiques sociales dans et en dehors du quartier, les habitants s'affirment comme des citoyens circulant dans l'espace urbain.

La vie sociale dans un territoire urbain, c'est aussi les pratiques de sociabilité³, les relations de voisinage, amicales, d'entraide et de service qui définissent la nature du lien social. Pratiques de quartier pour les uns ou hors quartier pour les autres, les formes de sociabilité sont nombreuses et combinent le plus souvent des liens de voisinage, familiaux, professionnels, amicaux et associatifs. Elles confirment la diversité des modes de vie au sein du quartier.

Les sociabilités, des pratiques à double inscription

Les pratiques de sociabilité ont des étendues et des intensités variables. Entre les deux pôles extrêmes : sociabilité faible, définie par un seul type de relation à faible fréquence (24%) et sociabilité forte, constituée de liens denses, étendus et fréquents (10%), se retrouve un éventail large et diversifié de pratiques. Le profil dominant de sociabilité (réseau à deux ou trois entrées différentes et de fréquence plutôt hebdomadaire) montre que ces pratiques ont des inscriptions à la fois interne et externe au quartier. 58% des ménages appartiennent à des réseaux à caractère où prédominent les liens de voisinage (43% sont uniquement dans une logique de quartier). A l'inverse, 42% des ménages ont des pratiques extra locales, et 29% n'entretiennent aucun lien dans le quartier.

La vie sociale du quartier est plurielle et cette diversité se retrouve aussi dans la manière dont s'élaborent les identités sociales dont l'espace résidentiel est porteur. L'espace vécu, celui de la ZUP, est générateur d'identité, de sentiments d'appartenance revendiqués ou non. Territoire d'appartenance, la ZUP n'est pas le seul territoire d'appropriation et donc d'identification pour nombre d'habitants. Le territoire approprié réellement (par l'usage) et symboliquement (par l'image) de la majorité des habitants est plus large que le quartier ; il englobe la ville entière et fait souvent du centre-ville le territoire de référence porteur d'une symbolique dont on se réclame.

Le nom du quartier contribue fortement à la représentation de l'espace résidentiel, car derrière la dénomination du quartier c'est son image qui est véhiculée. Si du point de vue institutionnel la terminologie se laisse mal saisir : ZUP, ZUS, ZRU, « quartier en difficulté » ou « difficile », « quartier sensible » ..., pour les habitants l'appellation ZUP s'est imposée. Trente ans après le sigle est devenu signe, les « Zones à Urbaniser en Priorité », sont devenues

³ Pour repérer les sociabilités à Encagnane nous avons établi une grille d'indicateurs sur les liens sociaux, leur nature (familiaux, amicaux, professionnels, voisinage et associatifs), leur localisation (dans le quartier, dans la ville, en dehors d'Aix-en-Provence) et leur fréquence (quotidien, hebdomadaire, épisodique, rare).

un nom, une griffe, qui fonctionne à la stigmatisation. L'appellation officielle, Encagnane⁴ dont la symbolique voulait renvoyer à la fois à la toponymie provençale et à un passé préurbain n'a pas obtenu une véritable adhésion, aussi bien de la part des institutions que des habitants⁵. La symbolique du nom et de l'adresse influe sur l'identité résidentielle, car l'identité est d'abord identification et l'image renvoyée par le reste de la ville alimente le sentiment d'être et la revendication d'une appartenance. La ZUP est à la fois un nom dur à porter mais néanmoins assumé.

Entre le quartier « quelconque » et la stigmatisation

La manière dont les habitants se sentent perçus par l'extérieur est révélatrice de cette situation d'ambivalence.

Si 10% des enquêtés n'expriment aucun point de vue sur la question, ils sont 18% à estimer que leur quartier a une image quelconque, normale, qu'il est un quartier comme un autre ou tout simplement un quartier populaire. 33% pensent que leur image est positive, que leur quartier est calme et tranquille et qu'on y vit bien. Pour 39%, la ZUP produit une image négative, « a mauvaise réputation et est mal vue ». Sentiment classique quand on habite une ZUP, même à Aix-en-Provence. C'est surtout parmi cette catégorie d'enquêtés que les griefs à l'encontre du Calendal, cette partie du quartier où sont concentrés les Maghrébins et dont la réputation ternie l'image du quartier, sont les plus nombreux.

L'image relativement positive qui prédomine aujourd'hui repose sur une réelle fragilité et sur l'ambiguïté d'un quartier à la fois apprécié et décrié. Comment dans ce contexte empêcher la montée d'une vision pessimiste (35% des enquêtés) face à un devenir incertain et où la détérioration de la situation fait craindre, à tort ou à raison, la ghettoïisation ?

Le quartier, lieu apprécié...

63% des habitants ont une vision positive du quartier. Parmi les endroits du quartier apprécié, la place du marché (place Romée de Villeneuve) est régulièrement désignée comme le lieu où l'on se sent bien, lieu de rencontre, animé les jours du marché, par où l'on aime passer. Cette place, malgré sa polyvalence (une partie est utilisée comme parking et le marché se tient trois fois par semaine), est incontestablement une référence spatiale, une centralité de quartier, un espace de sociabilité. D'autres espaces plus spécialisés (le square ou le terrain de boule), moins publics (les cafés), plus centrés sur l'unité de voisinage (devant l'immeuble) sont également cités et participent à la vie sociale locale

... et décrié

Par contre, pour 37% des enquêtés, la perception du quartier est négative. Aucun espace du quartier n'est apprécié (les réponses les plus courantes à la question des endroits que l'on aime et que l'on fréquente étant « nulle part » ou encore « chez moi ». Les critiques portent aussi bien sur l'environnement social que sur la qualité des logements.

⁴ Du nom de l'ancienne propriété agricole sur laquelle a été construit le quartier. De nombreux immeubles ont été dénommés en puisant dans la lexicologie provençale.

⁵ Près de 70% des enquêtés utilisent le nom ZUP pour désigner leur quartier. Pour 55% il s'agit même du nom unique alors que 14% l'utilisent indifféremment avec Encagnane.

Conclusion

Comment penser un développement urbain durable pour des territoires dont les pratiques résidentielles sont si peu prises en compte ? Territoires de captivité pour les uns ou de transition résidentielle pour les autres, lieux appréciés et décriés, où l'on se plait ou que l'on veut quitter, les ZUP pensées il y a 40 ans continuent de vivre des situations de bricolage institutionnel. Car comment appeler des politiques qui persistent à classer prioritairement des espaces urbains sans parvenir à inverser la tendance. Les ZUP, lieux où prédomine « *l'esprit planificateur et codificateur du spatial et du social* » (Prado, 1983) présentent le paradoxe d'être les lieux où l'urgence est la règle, l'intervention la priorité. Lieux de toutes les attentions, les ZUP restent la mauvaise conscience d'une société qui y projette ses peurs et ses fantasmes comme l'expriment les appellations aux effets stigmatisants : « espace de non droit », « quartiers difficiles », « quartiers sensibles », « banlieues à problèmes » ...

La légitimité de l'espace voulu par les décideurs peine à s'imposer auprès de populations qui produisent d'autres pratiques et d'autres représentations, celles de l'espace vécu, l'espace social résidentiel réel. En fait, « *les sourdes injonctions et rappels à l'ordre silencieux des structures de l'espace physique approprié sont une des médiations à travers lesquelles les structures sociales se convertissent progressivement en structures mentales et en système de préférence... Plus précisément, l'incorporation insensible des structures de l'ordre social s'accomplit... au travers de l'expérience prolongée et indéfiniment répétées des distances spatiales dans lesquelles s'affirment les distances sociales* ». (Bourdieu, 1993). Ce sont ces distances qui produisent la fracture entre le voulu et le vécu.

Bibliographie

- BIDOU-ZACHARIASEN C.**, 1997, *La prise en compte de l' « effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains*. Revue Française de Sociologie, XXXVIII, pp. 97-117.
- BACQUE M.H., SINTIMER Y.**, 2001, *Affiliations et désaffiliations en banlieue*. Revue Française de Sociologie, 42-2, avril-juin, pp. 217-248.
- BELGUIDOUM S.**, 2000, Usages de la photographie, photographie d'un projet. In Lesaing B. et col. *Encagnane, San Sisto, ma ville, ton quartier, images mosaïques*. Aix-en-Provence – Pampelune, avril, pp. 115-126.
- BELGUIDOUM S., ARNAUD-KANTOR R.**, 1998, *Habiter Encagnane, enquête sur les pratiques résidentielles de la population de la ZUP d'Encagnane*, IUT d'Aix-en-Provence, Département Gestion Urbaine.
- BENOIT-GUILBOT O.**, 1986, Quartiers – dortoirs ou quartiers – villages ? in *L'esprit des lieux. Programme observation du changement social*, Editions CNRS, Paris.
- BOURDIEU P.**, 1993, *La misère du monde*. Seuil, 949 p.
- CASTEL R.**, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*. Fayard, 1995, 490 p.
- CHAMBOREDON J.C., LEMAIRE M.**, 1970, *Proximité spatiale et distance sociale*. Revue Française de Sociologie, XI.
- LEFEBVRE H.**, 1974, *Le droit à la ville*. Editions Anthropos, 281p.
- PRADO P.**, 1983, *Espaces vécus, espace voulus*. Sociologie du travail, n°2, pp 195-205.

RAYMOND H., 1984 *L'architecture, les aventures spatiales de la raison*. Centre Georges Pompidou, collection *alors*, Paris, 293 p.

RAYMOND H., HAUMONT N., RAYMOND M.G., HAUMONT A., 1966, *L'habitat pavillonnaire*. Paris, Centre de Recherche d'urbanisme.